

## CIRCULAIRE CIR-7/2018

Document consultable dans Médi@m

<b>Date:</b>	à Mesdames et Messieurs les				
29/03/2018 <b>Domaine(s):</b>	<b>⊠</b> Directeurs	⊠ CPAM	⊠ CARSAT	☐ Cnam	
gestion revenus de substitution	☐ Agents Comptables	UGECAM	⊠ CGSS	☐ CTI	
dossier client assurés	☐ DCGDR	!			
	☐ Médecins Conseils	☐ Régionaux	égionaux		
Nouveau Modificatif Complémentaire	Pour mise en oeuvre immédiate				
Suivi	Résumé :				
Objet:	Revalorisation au 1 <sup>er</sup> avril 2018 des rentes accidents du travail maladies professionnelles et indemnités en capital.				
Revalorisation des rentes d'accidents du travail et maladies professionnelles et des indemnités en capital.  Liens: CIR-8/2017					
Plan de classement :	Mots clés :				
P01-07 P07-0103	Revalorisation; rentes	ATMP; indem	mité en capita	le	
Emetteurs : DRP					
Pièces jointes : 3					

P/ La Directrice des Risques Professionnels

Cla hour

Anne THIBEAULD



CIRCULAIRE: 7/2018

Date: 29/03/2018

Objet : Revalorisation des rentes d'accidents du travail et maladies professionnelles et des indemnités en capital.

Affaire suivie par : Mme Peggy BADEN - peggy.baden@cnamts.fr

En application des articles L.434-15 à L.434-17, L.341-6 et L.434-1 du code de la sécurité sociale, les rentes d'accident du travail et maladies professionnelles ainsi que les indemnités en capital sont revalorisées au 1er avril de chaque année par application d'un coefficient de revalorisation égal à l'évolution prévisionnelle en moyenne annuelle des prix à la consommation, hors tabac, prévue pour l'année en cours, le cas échéant corrigée de la différence entre le taux d'évolution retenu pour fixer le coefficient de l'année précédente et le taux d'évolution de cette même année.

Compte tenu de l'inflation constatée pour 2017, le coefficient qui s'applique est de **1.01 au 1**<sub>er</sub> avril **2018.** 

La présente circulaire a pour objet de tirer les conséquences de cette revalorisation pour le calcul des rentes et des indemnités en capital servies au titre de la législation professionnelle (annexes 1 et 3).

Les allocations de cessation anticipée d'activité sont revalorisées au 1er octobre de chaque année conformément aux dispositions de l'article 5 de la loi n° 2014-40 du 20 janvier 2014 garantissant l'avenir et la justice du système de retraite.